

Actualité des universités populaires :

La Dionyversité à Saint-Denis

Introduction

Les universités populaires (UP) eurent leur heure de gloire à la suite de l'affaire Dreyfus à la fin du XIX^e siècle et firent preuve d'une certaine réussite sociale. Mais elles marquèrent vite le pas et disparurent très rapidement ensuite (L. Mercier, 1986) malgré un engouement populaire et militant très important. Depuis 2002, on assiste à une relance des UP, tout d'abord à Caen avec Michel Onfray, puis à Lyon (2006), à Grenoble et, dans la même période, à Saint-Denis (Dionyversité ou Dio) en 2008, à Montreuil (Montr'UP) en 2009 et à Troyes (UP3) en 2010... Pour certaines, les plus militantes, elles se rencontrent dans le cadre du collectif : « Le printemps des universités populaires alternatives ».

Cette communication vise à présenter une expérience et une démarche locale d'éducation populaire qui émerge *sur* (les) *marges* de l'éducation populaire officielle et labélisée tout en s'inscrivant dans une tradition historique et sociale revendiquée. Cette contribution visera à présenter la Dionyversité qui fut créée à l'initiative de militants de Seine-Saint-Denis (93) (<http://www.dionyversite.org/>) et dans laquelle je suis partie prenante comme membre fondateur, même si je n'en fus pas à l'initiative, et animateur en 2008 et en 2010 de deux cycles sur l'éducation populaire. Elle sera donc le point de vue d'un acteur impliqué, son observation participante avec les limites mais aussi les points forts d'une telle posture à la fois faite d'engagement en recherche de distanciation à des fins d'analyse et de compréhension des jeux et des enjeux. Elle se fonde aussi sur les propos de deux des principaux initiateurs et sur l'ensemble des archives papier de la Dionyversité.

La Dionyversité a pour origine un projet politique, social et éducationniste explicite qui inscrit sa visée émancipatrice dans un cadre autonome se revendiquant clairement de « la capacité politique (donc éducationniste) des classes ouvrières » (1865/1977) de Pierre-Joseph Proudhon et de Fernand Pelloutier afin que chacun puisse accéder à la compréhension de « la science de son malheur ». Un tel ancrage philosophique explique le choix de son équipe d'animation d'installer la Dio à la Bourse du travail de Saint-Denis où elle se réunit le plus souvent dans la salle Louise-Michel. Dionyversité qui, de plus, afin de bien marquer son inscription dans l'histoire sociale ouvrière, a choisi de reprendre en sous-appellation « La coopération des idées » en mémoire des premières UP et de la dynamique collective et intellectuelle qu'une telle formule suppose et encourage. Il s'agissait non seulement d'associer les idées et les hommes d'origine sociale fort différente, les uns issus du monde ouvrier et les autres de la sphère intellectuelle, mais aussi d'enclencher une dynamique et une dialectique des savoirs afin d'œuvrer à une société plus juste, voire enfin égalitaire. Projet de facto pas très différent non plus de celui de la conception de l'éducation populaire issue des maquis. « L'action nous a rendus exigeants à l'égard de la vie. Nous voulons garder le contact avec les hommes, avec les vrais problèmes de la condition humaine », était-il écrit en 1945 dans le *Manifeste* de Peuple et culture. L'UP de Saint-Denis, à son tour et dans son contexte, s'inscrit à sa manière dans ce double mouvement de compréhension et de résistance.

Cette contribution s'intéressera d'abord aux statuts et aux fonctionnements de la Dionyversité. Puis elle se proposera de présenter les différentes facettes de ses activités. Dans un deuxième

temps, elle mettra en discussion certains éléments de la problématique du colloque, à savoir les risques, et, pour la Dionyversité, le refus de la professionnalisation des acteurs, de son instrumentalisation et de sa dépolitisation (G. Poujol, 2000) et le désaccord avec le fait que les UP puissent être des « prothèses sociales » (A. Prost, 2004). Enfin, dans un troisième temps, cette communication reviendra sur l'une des causes de l'échec des universités populaires du XIX^e siècle (C. Guieysse, L. Mercier), à savoir des pratiques « pédagogiques » en éducation des adultes inadaptées à leurs publics, tant du point de vue de la forme que des contenus, en questionnant les pratiques actuelles, mais aussi en présentant et en analysant ce que tentent de mettre en œuvre les animateurs de la Dionyversité pour éviter les mêmes écueils.

I. La Dionyversité : statuts et actes

Cette première partie s'intéressera d'abord aux statuts et aux fonctionnements de la Dionyversité. Mais, avant, un mot sur sa genèse. Elle a ouvert ses portes le 26 février 2008. Elle n'est pas le fruit d'une recherche théorique *a priori* ou de longues discussions idéologiques autour d'un projet. Elle est le résultat de la pratique, la suite quasi naturelle d'une action militante de proximité. En effet, depuis plusieurs années, à Saint-Denis, une association locale, la Société de défense des laïques, engagée dans le combat antithéiste, proposait une conférence mensuelle autour de la croyance et de la religion, à laquelle la participation était assez importante. Avec le temps, une demande de nouveaux thèmes d'intervention a vu le jour. Les auditeurs de ces conférences souhaitaient élargir les sujets de réflexion autour du fait religieux à d'autres sujets de société, du social, du politique, du culturel... Ils formulaient des demandes, des propositions, des envies. L'université populaire était en germe.

1.1 Statuts et principes

L'UP est sous statut formel de la loi de 1901 et répond à ses exigences de fonctionnement d'une manière légale (bureau, président, trésorier, etc.). Dans la réalité, elle répond davantage à des principes d'auto-organisation : pas de hiérarchie, pas de bureau omnipotent et centralisateur, des initiatives individuelles ou collectives souhaitées et discutées, des décisions si possible prises à l'unanimité. L'article 2 définit clairement l'objet de l'UPSD (Université populaire de Saint-Denis). Elle « se donne pour mission de contribuer à l'amélioration de la diffusion populaire de l'esprit critique, des savoirs et de la culture ; mais aussi de favoriser le développement des échanges sociaux dans la cité, en incitant les citoyens à échanger des points de vue et des arguments raisonnés. Ce projet d'éducation populaire est mis en œuvre hors des institutions universitaires traditionnelles, dans un esprit engagé de mixité sociale, de citoyenneté, de laïcité, de gratuité et de coopération mutuelle ».

Au-delà, ceux qui en furent à l'origine sont animés de valeurs explicites et les fondateurs-militants adoptèrent dès lors quelques principes élémentaires qui guident leur action.

- La gratuité totale : ce qui ne signifie pas que cette organisation n'a pas de coût et ce qui implique de trouver les moyens de son fonctionnement. À cette fin, la Bourse du travail de Saint-Denis lui a ouvert ses locaux et la ville participe à l'affichage des programmes ; pour le reste, toutes les activités sont bénévoles et militantes.
- Aucune procédure administrative : pas d'inscription, pas d'adhésion, tout participant est membre de l'association de fait.

– Pas de niveau requis pour l'entrée dans un cycle, pas de contrôle des connaissances, pas d'examens, ni de diplômes délivrés. L'UP s'inscrit dans une logique radicale d'éducation permanente à visée citoyenne.

L'article 3 affirme l'ambition culturelle de l'UP : « On peut parler, comme l'a dit Antoine Vitez à propos du festival d'Avignon, d'un véritable **“élitisme pour tous”** », ce qui nécessite des interventions de qualité, un travail d'identification et de « recrutement » des intervenants sur des bases très claires : des cycles courts (8 heures) et une action totalement bénévole.

1.2 Activités

Si, dans un premier temps, l'activité de la Dionyversité, compte tenu de son origine, fut d'abord un lieu de diffusion et de production de savoirs organisés autour de cycles de conférences-discussions, son action se diversifia rapidement afin « de favoriser le développement des échanges sociaux dans la cité », comme l'article 2 de ses statuts le stipule. Pour l'UP, chaque cycle se déroule sur 4 séances, au rythme d'une séance par semaine durant un mois. Deux cycles ont lieu en parallèle sur deux soirées de 19 à 21 heures. Les séances sont organisées afin que la participation des auditeurs soit possible : une heure d'intervention maximum, une heure d'échanges collectifs et/ou avec le « conférencier ». La Dionyversité s'inscrit donc bien dans la tradition des universités populaires, à savoir délivrer ou plutôt permettre d'aborder des contenus de qualité et de bonne tenue, accessibles à tous. Chaque cycle fait l'objet d'un quatre pages, rédigé par les intervenants et diffusé gratuitement. Chaque intervention est enregistrée et écoutable sur le site de l'UP.

Les cycles peuvent toucher des univers culturels et sociaux très larges, philosophiques, politiques, artistiques, sanitaires... ou encore des thèmes liés à l'actualité et aux pratiques sociales contemporaines. À titre d'exemple, elle a programmé entre 2008 et 2011, parmi d'autres, un cycle sur l'éducation populaire, la surveillance généralisée, la tyrannie technologique, la caricature, les femmes philosophes-femmes révolutionnaires, Willem Reich, la psychiatrie et l'antipsychiatrie, la guerre d'Algérie, la critique des médias, le décodage de l'économie, les travailleurs sans papiers, la servitude volontaire et La Boétie, Darwin et le darwinisme... Un cycle fut consacré à Steinlen, un autre à l'œuvre de Picasso. Une programmation très éclectique qui offre des points de vue et des ouvertures sur le monde et ses réalités très diversifiées, qui favorise des rencontres et la poursuite de discussions avec de nombreux intervenants de profils différents, lors du pot convivial qui clôt chacune des soirées. Pot dont l'objectif avoué est de permettre aux débats de continuer sous une forme plus spontanée et qui permet souvent à ceux et à celles qui n'osent pas encore s'exprimer en public d'aborder le « conférencier » du jour. Très vite l'activité s'est diversifiée à la fois du fait de l'initiative des « animateurs » de l'UP et de celle des auditeurs, voire de conférenciers invités. Cette diversification fut à la fois culturelle, économique et sociale.

Ainsi l'université populaire a-t-elle organisé une rencontre avec Michel Onfray et ponctuellement des spectacles de conscientisation à prix libre. Franck Lepage anima la soirée lors de l'inauguration de l'UP et Jean-Pierre Levaray, auteur de la pièce *Putain d'usine*, fut invité à y faire représenter celle-ci. Ces spectacles sont accueillis au théâtre La Belle Étoile de la compagnie Jolie Môme, en résidence à Saint-Denis. Toujours sous l'égide de l'UP, ce lieu fut aussi, en janvier 2011, celui d'une rencontre-intervention-débat sur le thème « Retour sur une défaite sociale annoncée » à la suite du mouvement sur les retraites. De plus, l'UP organise au musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis *Les Dimanches aux musées* où sont présentés et commentés les richesses iconographiques du fonds muséal. En témoigne, en

mai 2010, la matinée consacrée à « Henri Jossot et les fœtus récalcitrants ». Enfin, toujours dans les locaux de la Bourse du travail se tient une fois par an le festival Bobines rebelles[1] où sont projetés et mis en débat des documents audiovisuels conscientisants.

Autre initiative significative, des sorties collectives à thème, comme celle, en juin 2009, sur le site du Familistère de Guise (Oise) fondé par Godin au XIX^e siècle, haut lieu de la culture utopique et industrielle. Dans la même dynamique foisonnante des « upistes », les dionyversitaires, comme ils se nomment, ont été à l'initiative d'une AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) alimentée par des producteurs du Val-d'Oise et de l'Aisne ; en 2011, ils distribuaient près de 160 paniers dont le pain est fourni par une boulangerie coopérative ouvrière de Montreuil au nom évocateur, La Conquête du pain[2]. AMAP qui diffuse un petit quatre pages, *Le Raphia*, rédigé par les adhérents. À noter que les paniers non réclamés par des associés absents sont donnés en solidarité et pour distribution à l'association Femmes solidaires et/ou au Secours populaire. Aujourd'hui, l'UP et l'AMAP jouissent d'un local bien situé mis à disposition par la ville de Saint-Denis qui a permis l'organisation d'activités complémentaires, à savoir un jardin partagé, une bibliothèque sociale, la Liberthèque, dont les animateurs organisent des débats avec des auteurs, et un Docu-Club où sont menées de manière autogestionnaire des discussions autour de documentaires de toute nature[3].

La Dionyversité, comme un certain nombre de celles du XIX^e siècle (voir Mercier), ne limite donc pas son activité à la production et à l'acquisition de savoirs[4]. Elle est un prétexte autour duquel et sur lequel viennent se fédérer de nombreux acteurs-auteurs porteurs d'initiatives. L'UP est aussi un « lieu » sans lieu, ou plutôt aux lieux multiples dans la ville, un réseau de savoirs et de solidarité où se tissent de « nouveaux » liens sociaux « hors » les chemins battus et dont les perspectives éducationnistes et émancipatrices sont toujours présentes. Elle est, au fur et à mesure de sa construction, devenue un ensemble de pratiques sociales d'éducation populaire qui dépassent et élargissent le champ d'action et le nombre des acteurs initiaux de l'université populaire stricto sensu. Ce qui a positionné la Dio comme un acteur collectif engagé dans la vie sociale de la cité, en d'autres termes comme un projet culturel et social globalisant dont toutes les réalisations donnent lieu pour diffusion et pour mémoire à des documents écrits[5].

1.3 Publics

Jusqu'à présent, selon le thème abordé, chaque soirée de conférences à la Dio réunit entre 15 et 75 personnes. Les spectacles et les soirées-débats attirent environ 300 personnes ; Onfray en mobilisa 400 lors d'une rencontre intitulée « Militance, engagement et plaisir ». Un fichier courriel de 204 contacts réguliers est utilisé pour l'annonce des manifestations de l'UP et un de 1464 adresses électroniques pour informer sur l'ensemble des activités de la Dio en direction des « adhérents », la plupart résidant à Saint-Denis ou dans les environs.

Son public, qui mériterait une approche sociologique et motivationnelle plus approfondie, est majoritairement de Seine-Saint-Denis (93), en particulier de la ville de Saint-Denis elle-même, mais de nombreux auditeurs-acteurs viennent aussi de Paris ou d'autres villes de banlieue, voire d'autres départements de la région parisienne. Ce qui permet de formuler l'hypothèse d'une demande réelle et forte pour ce genre d'initiative en rupture avec la « langue de bois » et la pensée unique. L'assistance, souvent très assidue, est composée d'hommes et de femmes (60/40), de 25 à 75 ans, actifs ou retraités. Parmi eux et elles : des

employés, des ouvriers, des agents territoriaux, des étudiants et des enseignants, des chômeurs...

Pour les autres activités que j'évoquerai plus bas, on retrouve le même type de personnes engagées et une grande mixité sociale.

[1]. À l'origine Bobines rebelles est une initiative des animateurs du journal *Creuse-citron* (23), reprise à Saint-Denis (93) en 2010 et à Saint-Gobain près de Laon (02) en 2011.

[2]. Allusion à l'œuvre majeure de l'anarchiste Pierre Kropotkine.

[3]. Ces deux initiatives, toujours sur les « presses » de ville, diffusent des petites feuilles d'actualité.

[4]. Même si nous l'avons évoqué, elle est l'occasion d'une grosse production écrite parce que l'écrit papier non seulement est encore une forme d'accès aux savoirs, mais aussi une mémoire sociale.

[5]. Sans doute, cette importance de l'écrit est à décoder comme une autre marque de filiation de la Dio.

II. Discussion

Dans ce deuxième temps, il convient de mettre en discussion certains éléments de la problématique du colloque, à savoir les risques, et, pour la Dionyversité, le refus de la professionnalisation des acteurs, de son instrumentalisation et de sa dépolitisation évoquées par Geneviève Poujol (2000) et le désaccord avec le fait que les UP puissent être des « prothèses sociales », comme l'affirme un peu rapidement Antoine Prost (2004), mais qu'elles s'inscrivent, aujourd'hui comme hier, au moins pour le réseau Le Printemps des universités populaires alternatives, dans un projet d'émancipation sociale et culturelle auto-organisé en dehors des perspectives institutionnelles, voire contre elles.

Si certains, en effet, considèrent l'éducation populaire et les UP comme un rattrapage de type curatif, une deuxième chance pour ceux qui n'ont pas su ou pas pu saisir la première, nombreux parmi les acteurs et les militants de l'éduc' pop' considèrent qu'il s'agit d'un tout autre projet et d'un mode d'accès à des pans de la culture que l'Éducation nationale et/ou l'entreprise, faute de temps, de volonté ou par crainte de ses effets attendus, ignorent ou négligent. En effet, comme le remarquait déjà Jacques Julliard dans son ouvrage consacré à Pelloutier et au syndicalisme d'action directe, pour les militants des Bourses du travail, souvent associés d'ailleurs à ceux des UP, il s'agissait, dans la lignée du projet syndicaliste révolutionnaire, de mettre sur pied une production autonome de savoirs.

C'est ce que souligne Daniel Colson dans son article « Éclectisme et dimension autodidacte de l'anarchisme ouvrier ». En effet, une partie des militants de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle en recherche de savoirs refusaient les « cadres et [les] contextes supposés fixer le sens et donner accès aux savoirs savants et à la culture » [1], à la fois par méfiance quant aux valeurs contraires à l'émancipation ouvrière diffusées par les institutions du savoir légitime,

mais aussi et surtout du fait d'une réelle confiance en leurs capacités propres à accéder aux savoirs sans intermédiaire dans une logique d'action directe appliquée à leur propre fonctionnement intellectuel. Il s'agit donc à la fois, d'une part, d'une critique toute proudhonienne des institutions éducatives – on se souvient de la formule de Pierre Monatte concernant les ouvriers dans les écoles ferrystes qui, « en apprenant à lire, avaient désappris à discerner »[2] – et, d'autre part, d'une logique d'auto-efficacité et de confiance en ses propres compétences cognitives pré-banduriennes. En effet, et Jacques Julliard l'avait justement souligné, « si la seule émancipation de la classe ouvrière est une auto-émancipation, à plus forte raison, l'éducation de la classe ouvrière ne peut-elle être qu'une auto-éducation »[3].

La Dionyversité s'inscrit donc très clairement dans cette filiation libertaire du rapport au savoir, mais aussi dans une critique contemporaine de l'institutionnalisation mortifère de l'éducation populaire décrite et dénoncée à la fois par Franck Lepage (2007) dans ses écrits et ses *Conférences gesticulées* et par Christian Maurel en 2010.

Cette instrumentalisation des structures d'éducation populaire qui datent de la Libération et que le pouvoir socialiste à partir de 1981 a encore renforcée entraîne un phénomène bien connu du syndicalisme devenu une « courroie de transmission » des appareils politiques. En particulier des appareils politiques territoriaux en ce qui concerne l'éducation populaire (EP). Mouvement encore renforcé par un processus de « professionnalisation », voire de bureaucratisation, qui affaiblit les dynamiques militantes et assèche, comme le souligne Clémentine Autain dans son article publié dans *10 raisons d'aimer (ou pas) l'éducation populaire*, la « capacité de subversion et de changement »[4] de l'EP. Processus encore aggravé depuis la fin des années 1990 par la logique des marchés publics qui « a provoqué l'arrivée de nouvelles associations essentiellement focalisées sur les enjeux de gestion et sans vision transformatrice »[5] quand il ne s'agit pas de purs et simples acteurs à visée lucrative, comme on le constate aujourd'hui sur certains secteurs jusque-là « monopoles » de fait des associations.

Enfin, la Dionyversité s'inscrit dans une critique radicale d'une dérive éthique en matière d'éducation des adultes, à savoir l'utilisation des connaissances à des fins strictement économiques et au service des entreprises, de leur efficacité et de leur compétitivité telle que la loi sur la formation de 2004 le suggère en abandonnant le terme même d'éducation permanente. Mouvement largement repris et relayé d'ailleurs, en conscience ou pas, par les acteurs de la didactique professionnelle et de l'analyse du travail. Pour les militants de la Dio, l'éducation est porteuse d'émancipation sociale et politique et pas seulement d'efficacité au travail, dans des structures favorables à l'aliénation et à la souffrance au travail. Posture du « tout-entreprise », du tout-efficacité, pour partie contraire à la fois aux logiques d'apprentissage telles que les travaux récents de Philippe Carré et alii à la suite de Bandura sur « l'apprenance » les font apparaître, en particulier leur dimension épistémique[6], et au projet politique dans lequel s'inscrit explicitement cette UP. Elle se revendique donc, même si la connaissance est par essence émancipatrice du gai et du libre savoir, sans intention et sans finalité immédiate. En cela, elle ne peut que dénoncer un savoir instrumental et instrumentalisé qui fait florès aujourd'hui en formation des adultes et qui autorise certains auteurs à écrire sans plus d'analyse et dans l'ignorance apparente de l'histoire de l'éducation des adultes : « Former sans objectif, sans finalité, sans se préoccuper de la manière dont les personnes reçoivent les savoirs transmis, voire les utilisent par la suite en situation professionnelle, sans vérifier les pédagogies des formateurs, en oubliant la volonté sociétale d'évolution des personnes physiques et morales, voilà qui serait un non-sens aujourd'hui[7]. »

La Dionyversité, tout au contraire, prône la libre transmission et le libre usage ou non des savoirs diffusés et/ou produits.

[1]. Colson D., « Éclectisme et dimension autodidacte de l'anarchisme ouvrier », in *À contretemps*, n° 41 (première publication : acte du colloque « Autour de Jacques Rancière : le maître ignorant et l'égalité des intelligences », université Jean-Monnet, Saint-Étienne, 2007), 2011.

[2]. Monatte P., « La Lutte syndicale », 1976, p. 141, cité par Colson D., *in op. cit.*

[3]. Julliard J., *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Seuil, Paris, 1971, p. 247.

[4]. Autain C., « L'éducation populaire change le monde et change chacun », in *10 raisons d'aimer (ou pas) l'éducation populaire*, Éd. de l'Atelier, Paris, 2010, p. 60.

[5]. Autain C., *op. cit.*, p. 60.

[6]. Motif épistémique d'apprentissage : lorsque la recherche de connaissance trouve sa justification en elle-même.

[7]. Escourrou N., « Qui est responsable de la formation : la collectivité, l'entreprise, le formateur ou le stagiaire », in *Éducation permanente*, n° 187, 2011, p. 95. Je reviendrai plus bas sur la pédagogie des formateurs.

III. Manifeste pour une pédagogie populaire[1]

« Sans vérifier les pédagogies des formateurs », comme le suggérait l'article de la revue *Éducation permanente*, la question de la pédagogie est, pour la réussite et la pérennité des universités populaires, une question cruciale. Il y va en effet de la qualité des savoirs acquis, mais aussi et surtout de la satisfaction des acteurs. Nous savons aujourd'hui, depuis les recherches de Lucien Mercier, que l'une des causes de la disparition rapide des UP quelques années après 1900 fut la pédagogie, ou plutôt l'absence de pédagogie des adultes, des animateurs-conférenciers des UP, tant sur le contenu que sur la forme. Au-delà de la pédagogie, la critique ouvrière, reprise et partagée aujourd'hui d'ailleurs par Christian Maurel et moi-même contre une large frange de l'éducation populaire institutionnelle, c'est davantage de vouloir instruire le peuple que de lui permettre de développer ses propres outils d'apprentissage. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'une EP visant l'éducation du peuple, pour le peuple et par le peuple, mais d'une éducation donnée au peuple, c'est-à-dire une forme de bonne parole laïque, humaniste et dans le meilleur des cas réformiste, concédée au peuple par ceux que l'on appelle, à la suite de l'affaire Dreyfus, les intellectuels.

Lucien Mercier, s'appuyant sur les critiques des militants et observateurs des UP historiques, en particulier Charles Guieysse, brosse le tableau suivant des insuffisances et des causes importantes de la disparition des universités populaires au début du XX^e siècle. Ainsi, très rapidement, les contradictions internes entre les acteurs et les projets des UP apparaissent d'autant que les intellectuels y prennent une place prépondérante : ils président, ils

programment, ils interviennent et animent les débats. Seules 10 % des conférences seront prononcées par des ouvriers. Au-delà de l'écart entre les attentes des auditeurs avides de sujets touchant à la question sociale et les apports du monde savant dans un vocabulaire pas toujours approprié, une fracture se fit rapidement jour entre les tenants de la République radicale, bourgeoise en jaquette, et ceux de la République sociale en bourgeron, d'où une forte critique des conférences proposées. En effet, selon Charles Guieysse, « beaucoup d'ouvriers parisiens..., producteurs soucieux des lois de la production et de leurs conséquences, ont abandonné les universités populaires. Ils n'y trouvaient pas ce qu'ils étaient venus y chercher »[2]. Et Francis Delaisi d'ajouter : « Que demandait l'ouvrier ? La connaissance précise et pratique de la société où il peine. Que lui a offert l'universitaire ? La connaissance des métaphysiques, des littératures, des arts : en somme des distractions, une culture d'oisifs. Comme d'ordinaire le peuple demandait du pain, comme d'habitude on lui a offert de la brioche[3]. » Sans partager absolument cette remarque acerbe de Delaisi, il convient toutefois de constater que beaucoup espéraient dans les UP pour comprendre et « connaître la science de leur malheur » et qu'ils n'y trouvèrent souvent que des savoirs savants déconnectés de leur réalité sociale et économique. D'où à Saint-Denis un souci permanent d'équilibrer les cycles entre des thèmes de culture dite classique et des thèmes permettant d'aborder et de mieux comprendre des faits de société et d'actualité contemporains.

Une seconde critique, tout aussi fondée, porte sur la méthode d'exposition des connaissances. Observateur avisé, Charles Guieysse notait à ce propos : « On n'enseigne pas des ouvriers qui finissent leur travail comme on enseigne des jeunes gens obligés de venir en classe ; on ne confère pas (*sic*) devant un auditoire d'ouvriers comme devant un auditoire de petits-bourgeois [...]. Le bon conférencier, qui a fait ailleurs ses preuves d'éloquence réelle, change complètement de ton quand il parle à l'université populaire. Il dépose son panache au vestiaire et fait à ses auditeurs le grand honneur de ne pas tourner devant eux le miroir aux alouettes[4]. »

Cette fracture politique et pédagogique et quelques autres causes, sans doute, comme le niveau culturel de certains auditeurs, auront pour conséquence un affaiblissement rapide du mouvement des universités populaires déjà menacé par les difficiles conditions de travail des ouvriers (journée de 12 heures), la rareté et l'éloignement quelquefois important des salles de réunion... Ainsi, Georges Yvetot, militant syndicaliste et anarchiste, constate : « Si grande soit l'envie qu'on puisse avoir de belles et fortes choses, faut-il encore être dispos pour les voir, les entendre et en jouir[5]. » Lucien Mercier, revenant sur cette question lors d'un récent colloque, écrivait que les UP furent rapidement ressenties comme « un projet d'éducation populaire [...] extérieur au monde ouvrier. Projet d'une classe en faveur d'une autre, perçu comme une volonté de bonne parole à des fins de moralisation, il ignore la volonté d'autonomie de la classe ouvrière »[6].

L'ambition des animateurs de la Dionyversité et des nouveaux upistes qui les ont rejoints est bien de faire vivre une UP sur d'autres bases et en tenant compte des expériences passées. Ainsi, afin d'éviter le double écueil évoqué, les animateurs de la Dionyversité ont engagé une réflexion tant sur la programmation que sur la ou les méthodes d'accès et d'appropriation de la connaissance. En effet, compte tenu des échecs antérieurs et des risques de même nature présents dans les pratiques actuelles d'autres universités populaires et du projet politique de l'UP de Saint-Denis, ils proposèrent, dès la soirée inaugurale, un mode de fonctionnement différent afin que tous et toutes deviennent à terme acteurs-auteurs-auditeurs. Ainsi, il fut affirmé et proposé que, après un certain nombre de cycles de conférences organisés par les initiateurs de l'UP, les auditeurs proposent et prennent en charge le plus rapidement possible

des cycles sur des thèmes pour lesquels ils auraient soit des intérêts marqués, soit des connaissances à faire partager avec, le cas échéant, une aide technique d'animateurs plus expérimentés pour le montage et la programmation des soirées. Après presque trois ans de fonctionnement, le bilan est mitigé mais encourageant. En effet, depuis le début de l'activité de l'UP, une dizaine de cycles de conférences ont été organisés par les auditeurs eux-mêmes. À titre d'exemples : « La crise est-elle une fatalité ? » « La bande dessinée autrement », « Crise environnementale globale : que faire ? », « La Résistance », « Madagascar, un pays riche de pauvres », « Luttés alternatives », « L'érotisme autrement », « Immigration et sans-papiers », et d'autres encore.

Par contre, tant autour de l'AMAP que du Docu-Club, initiative des associés à l'UP, les capacités d'auto-organisation semblent plus grandes. Il est vrai que les difficultés peuvent paraître moins grandes dans la mesure où ces deux activités de proximité peuvent être prises plus facilement en charge localement sans avoir nécessairement à rechercher, à contacter, à convaincre un conférencier connu pour son expertise sur tel ou tel thème de venir en soirée à la Bourse du travail.

Quant à la forme des interventions, elle a été aussi l'objet d'une réflexion. La demande est faite de conférences brèves (de 45 minutes à une heure) dans un niveau de langue accessible et en explicitant les concepts clés, allant à l'essentiel, suivies d'un débat entre les auditeurs et l'invité du soir, mais aussi et surtout entre auditeurs afin de confronter les représentations, mettre les connaissances communes en débat, voire s'approprier et produire du savoir individuel et collectif. En bref, produire du pain et non de la brioche, ne pas faire fonctionner le miroir aux alouettes.

Ainsi, la Dio vise à laisser prioritairement une large place à la critique et à la participation des auditeurs-acteurs pour ne pas retomber dans le travers pédagogique des UP historiques trop bavardes et trop « savantasses ». En d'autres termes, elle met tout en œuvre pour que chacun et chacune, à son rythme et dans des formes qui lui conviennent, trouve et se fasse sa place. La Liberthèque et le Docu-Club sont de ce point de vue facilitateurs. Elle se propose d'informer sur des thèmes divers, d'interroger les représentations, voire de favoriser la conscientisation des publics sur des sujets variés d'histoire, d'actualité, de société... Elle a pour objectif de favoriser la prise de parole individuelle et collective, d'encourager au débat, à la controverse et à l'élaboration collective afin de sortir de la domination et de la soumission à la parole des « maîtres ».

Conclusion

Pour conclure, il convient de s'interroger sur la possibilité de relancer un projet d'éducation populaire autonome au XXI^e siècle, organisée sur le renouvellement d'une base militante active (présentielle dans les UP ou les réseaux d'échanges réciproques de savoirs... et non à l'exemple de Wikipédia) et consciente des travers de l'institutionnalisation et de la professionnalisation qui tend à priver les acteurs de l'éducation populaire de leur visée émancipatrice. L'ambition des animateurs de la Dionyversité s'inscrit bien dans cette dimension et, à terme, elle est d'essaimer en région parisienne ou ailleurs, comme ce fut le cas dans d'autres lieux comme à Montreuil ou à Troyes. Mais elle est aussi de développer localement toutes les initiatives possibles d'auto-organisation et de reprendre, le cas échéant, des initiatives impulsées sur d'autres territoires, comme le festival Bobines rebelles. En d'autres termes, de multiplier sur tous les terrains des initiatives auto-organisées et pas seulement des structures d'acquisition de savoir formel telle l'UP, mais toutes les initiatives

sociales directes, toujours porteuses, qu'elles soient pérennes ou non, d'apprentissage, de valeurs et de sociabilité nouvelles. Reste cependant une question fondamentale, savoir si un tel mouvement est possible, en se fédérant avec d'autres, et si cette recherche et cet engouement pour les savoirs hors institution sont une simple mode, une manifestation d' « indignés » ou un mouvement de fond...

Mots clés : éducation des adultes, émancipation, autonomie, auto-organisation, capacité politique.

Éléments bibliographiques

Ouvrages

Cacérés B., *Histoire de l'éducation populaire*, Éd. du Seuil, Paris, 1964.

Cerqueus D., Garnier-Lavalley M. (dir.), *10 raisons d'aimer (ou pas) l'éducation populaire*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2010.

Colson D., « Éclectisme et dimension autodidacte de l'anarchisme ouvrier », in *À contretemps*, n° 41, 2011.

Lepage F., *L'Éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu...*, Éditions du Cerisier, Cuesmes (Belgique), 2007.

Lenoir H., *Éduquer pour émanciper*, Éditions CNT-RP, Paris, 2009.

Lenoir H., *Brève histoire des universités populaires* (voir site de l'auteur), avec Ginette Francequin, 2010

Lenoir H., « La déroute de l'éducation permanente », in *N'autre école*, n° 28, hiver 2010.

Léon A., *Histoire de l'éducation populaire en France*, Nathan, Paris, 1983.

Leterrier J.-M., *Citoyen, chiche ! Le livre blanc de l'éducation populaire*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2001.

Maurel C., *Éducation populaire et puissance d'agir, les processus culturels de l'émancipation*, L'Harmattan, Paris, 2010.

Mercier L., *Les Universités populaires, 1899-1914*, Éditions ouvrières, Paris, 1986.

Mercier L., « Universités populaires et éducation ouvrière », in *Mouvement ouvrier et formation*, dir. Brucy G., Laot F., Lescure (de) E., L'Harmattan, Paris, 2009.

Mignon J.-M., *Une histoire de l'éducation populaire*, La découverte, Paris, 2007.

Pougol G., *L'Éducation populaire, histoires et pouvoirs*, Éditions de l'Atelier, Paris, 1981.

Pellisson M., article « Universités populaires », in Buisson F., *Nouveau Dictionnaire de pédagogie*, 1911, <http://www.inrp.fr/edition-electronique/lodel/dictionnaire-ferdinand-buisson/>

Revues

« Comprendre les universités populaires », in *Sciences humaines*, n° 171, 2006.

« L'éducation populaire », in *Les Cahiers de l'IFOREP*, n° 96, 2000.

[1]. Renonçant à l'emploi du terme andragogie populaire quelque peu pédant et faussement savant, j'ai opté pour les termes de pédagogie populaire à la fois plus compréhensible et qui renoue avec l'ambition d'un Francisco Ferrer, d'un Célestin Freinet, ou encore d'un Paolo Freire et de tant d'autres.

[2]. Guieysse Ch., in Mercier L., *Les Universités populaires, 1899-1914*, Éditions ouvrières, Paris, 1986,

p. 114.

[3]. Delaisi F., in Mercier L., *op. cit.*, p. 109.

[4]. Guieysse C., in Mercier L., *op. cit.*, p. 115.

[5]. Yvetot G., in Mercier L., *op. cit.*, p.120.

[6]. Mercier L., « Universités populaires et éducation ouvrière », in *Mouvement ouvrier et formation*, dir. Brucy G., Laot F., Lescure (de) E., L'Harmattan, Paris, 2009, p. 71.